

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/W/135

11 mars 1996

(96-0860)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

REPONSE A LA QUESTION POSEE PAR LA COREE¹ AU SUJET DE LA
NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEE
PAR LA HONGRIE² AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

La Mission permanente de la Hongrie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 29 février 1996.

Cette question vise la législation actuelle de la Hongrie, qui a fait l'objet d'une notification reproduite sous la cote G/SG/N/1/HUN/2. L'article 4 du Décret dispose que "les dispositions du présent décret seront d'application dans les cas où aucun accord international ne contient de dispositions contraires". Cela signifie-t-il que les accords internationaux ont la primauté sur les décrets nationaux? Cette disposition est-elle conservée dans la réglementation récemment révisée qui doit être notifiée dans un proche avenir?

La ratification des Accords du Cycle d'Uruguay ayant été notifiée au Secrétariat, ces accords sont devenus exécutoires conformément à la Convention de Vienne sur le droit des traités. En droit hongrois, les accords internationaux ratifiés par le Parlement doivent être publiés sous forme de lois (Décret-loi n° 27 de 1982, article 13.1)). La législation hongroise prévoit aussi que les accords internationaux et les règlements internes doivent être rendus compatibles par la modification ou l'abrogation du règlement interne qui n'est pas conforme à l'accord international. La Hongrie envisage donc de modifier en conséquence le Décret gouvernemental n° 113/1990 (XII.23), actuellement en vigueur, parallèlement à la mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay afin d'éviter toute contradiction éventuelle.

¹G/SG/W/87.

²G/SG/N/1/HUN/2.